Diplomatie. Choc frontal à l'ONU à propos du Venezuela

mercredi 30 janvier 2019, par Courrier International (Date de rédaction antérieure : 27 janvier 2019).

Le Conseil de Sécurité réuni le 26 janvier a connu une séance tendue à propos de la situation au Venezuela. Les Etats-Unis ont appelé à soutenir l'opposant vénézuélien Juan Guaidó qui s'est proclamé président intérimaire de son pays. La Russie et de la Chine s'y refusent avec force. Paris, Madrid et Berlin ont lancé un ultimatum au président Maduro pour qu'il convoque des élections libres.

Une session extraordinaire du Conseil de Sécurité de l'ONU a tourné court et conduit à une confrontation houleuse entre les Etats-Unis et la Russie, le 26 janvier à New York.

Les Etats-Unis appellent la communauté internationale à soutenir l'opposant Juan Guaidó qui s'est proclamé président par intérim le 23 janvier dernier à Caracas, contestant la légitimité du second mandat de Nicolás Maduro initié le 10 janvier.

Cité par El País, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a exhorté les membres du Conseil à choisir leur camp, celui des "forces de la liberté" ou celui de "la clique de Maduro avec son chaos". Il demande notamment que tous les pays cessent leurs transactions financières avec le régime chaviste.

Après avoir tenté, sans succès, d'empêcher la tenue de la réunion, la Russie et la Chine se sont formellement opposées à cette position américaine et ont réitéré leur soutien au gouvernement de Nicolás Maduro.

Le représentant russe à l'ONU, Vassily Nebenzia, a dénoncé la tentative de Washington "d'orchestrer une tentative de coup d'Etat" au Venezuela. Il a qualifié l'initiative américaine de "jeux sales", rapporte El País, et ajouté que la véritable discussion devrait porter plutôt sur "la menace extérieure sur le Venezuela". Selon le diplomate russe, les Etats-Unis essaieraient de "déstabiliser" l'Amérique latine en imposant leur volonté à d'autres peuples.

De quoi se mêlent les Européens ?

M.Nebenzia a également orienté sa colère vers les pays européens qui ont exigé du gouvernement de M.Maduro qu'il organise des élections sous huit jours. "C'est une provocation", a déclaré le diplomate russe en séance au Conseil de Sécurité.

Le 26 janvier, Paris, Madrid et Berlin ont envoyé un message au président Maduro l'enjoignant à "organiser des élections d'ici 8 jours", faute de quoi ils reconnaîtraient Juan Guaidó comme "président en charge" du Venezuela. D'autres pays européens se sont ralliés à cette injonction, et la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini a publié un communiqué assez proche, indiquant que l'Union européenne prendrait "de nouvelles mesures" si des élections n'étaient pas convoquées au Venezuela "dans les prochains jours."

Présent à la séance du Conseil de Sécurité, le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Jorge Arreaza, a vivement réagi :

Personne ne nous donnera de dates limite ni ne nous dira s'il faut ou non convoquer des élections. D'où sortent-ils cette idée, que je qualifierais d'infantile, de s'ingérer [dans nos affaires] ?"

Cette réunion houleuse s'est clôturée sans aucun accord. Désireuse de jouer l'apaisement, la secrétaire générale adjointe aux affaires politiques à l'ONU, Rosemary di Carlo, a appelé à la"modération" et "appelé de ses voeux une solution politique".

Courrier International

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

https://www.courrierinternational.com/article/diplomatie-choc-frontal-lonu-propos-du-venezuela